

# Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

## Droits populaires 4

Le Conseil fédéral veut massivement réduire les droits populaires.



## Mendicité 6

Dans le canton de Vaud, l'UDC lance une initiative contre la mendicité.



## L'UDC proche des gens 10

Allez à la rencontre de vos représentants UDC sous la Coupole.



**dietschi**  
DRUCK & MEDIEN OLTEN



**Bien plus qu'une imprimerie.**

Dietschi AG Druck & Medien | Ziegelfeldstrasse 60 | 4601 Olten  
Telefon 062 205 75 75 | Telefax 062 205 75 00  
www.dietschi.ch | info@dietschi.ch

## Stop aux combines grâce au vote du peuple



**Le 9 juin 2013, l'initiative pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple sera soumise à votation.**

Le 9 juin 2013, l'initiative pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple sera soumise à votation. Grâce à cette initiative, l'UDC veut en finir avec les magouilles et les intrigues d'avant-élection du Conseil fédéral. De même, l'UDC veut, avec des règles justes et transparents, rendre possible l'élection du Conseil fédéral exactement de la même manière que l'élection des gouvernements cantonaux. Stabilité et continuité seront ainsi garanties grâce à l'élection du Conseil fédéral par le peuple. Au contraire, les petites tactiques et autres combines seront ainsi condamnées.

Au niveau cantonal et communal, les citoyens élisent déjà leurs autorités gouvernementales sans aucun problème. Ce droit démocratique doit désormais également valoir pour le Conseil fédéral, qui doit être

élu directement par le peuple tous les quatre ans lors des élections fédérales. Grâce à l'élection du Conseil fédéral par le peuple, la démocratie directe sera renforcée et le Conseil fédéral sera directement sous le contrôle du peuple. Ainsi, il devra prendre les soucis et les préoccupations du peuple au sérieux et les mettre en œuvre sans tergiverser.

Un des nombreux avantages de l'initiative est la prise en compte des minorités linguistiques en Suisse. En cas d'acceptation, les cantons et districts francophones de cantons bilingues ainsi que le Tessin et les districts italophones des Grisons, auront la garantie de détenir au moins deux sièges. Aujourd'hui, il n'existe aucune garantie à ce sujet. Lisez toutes nos explications dans ce numéro de *Franc-parler* aux pages 8 et 9.



# Faire confiance au peuple OUI à l'élection par le peuple

**D**errière les coulisses, que ce soit à Berne ou à Lausanne, on œuvre de manière presque inaperçue à restreindre massivement les droits populaires à l'avenir. Le Conseil fédéral vient de mettre en consultation un projet en ce sens.

### Restriction du droit d'initiative

Ce projet vise à étendre considérablement les motifs permettant de déclarer une initiative populaire invalide. Selon la volonté du Conseil fédéral, le Parlement devrait pouvoir déclarer invalide toute initiative populaire portant atteinte à « l'essence des droits fondamentaux ». Cela permettrait, toujours selon le Conseil fédéral, d'améliorer « la compatibilité des initiatives populaires avec les obligations internationales de la Suisse les plus importantes ». Par cette formulation vague, le Conseil fédéral ouvre grand la porte à l'arbitraire politique. Le Parlement aurait désormais la compétence de déclarer invalide toute initiative qui ne serait pas à son goût.

### Avertissements sur les initiatives populaires

En droit actuel, le Parlement déclare une initiative populaire invalide si elle viole des règles impératives du droit international, p.ex. l'interdiction des génocides ou de l'esclavage. Or la réforme prévoit un examen matériel préalable par l'administration fédérale, avant même la récolte de signatures. Dès lors qu'une initiative pourrait être en conflit avec un accord international quelconque ou le « droit international public », même non impératif, un « avertissement » serait apposé sur les formulaires d'initiative. L'intention est claire. Le Conseil fédéral veut mettre davantage de pouvoir entre ses propres mains ainsi qu'en celles du Parle-

ment et de l'administration, et mettre une fois de plus les citoyens sous tutelle.

### Le Tribunal fédéral veut faire abstraction du peuple

Mais ce n'est pas tout : les jugements rendus à Lausanne sont eux aussi alarmants. Dans un arrêt récemment publié, le Tribunal fédéral a statué que même le droit international non impératif devait prévaloir sur le droit suisse. Ainsi, selon le Tribunal fédéral, le droit international, y compris ses règles non impératives, devrait toujours avoir le pas sur le droit suisse. Le droit international et les traités internationaux primeraient ainsi à l'avenir sur les décisions du peuple et du Parlement. En conséquence, la Suisse devrait se soumettre à toute évolution du droit international.

### Adhésion à l'UE par la petite porte

Par de telles décisions, le Tribunal fédéral remet en fin de compte en question la démocratie directe et la souveraineté de notre pays. Il est passé outre la volonté du législateur et du peuple. Cela aurait pour effet une priorité absolue du droit international sur le droit suisse et livrerait l'État au bon vouloir des juges. Ainsi par exemple, les tribunaux pourraient même provoquer l'intégration de la Suisse à l'UE sans décision populaire, juste en adaptant progressivement le droit. Il n'y a qu'une réponse à cela !

### Élection du Conseil fédéral par le peuple

Le peuple doit s'opposer à cette évolution et prendre les choses en main. Le 9 juin 2013, notre initiative « pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple » passera dans les urnes. Il s'agit de trancher la question fondamentale de savoir si nous voulons renforcer nos droits populaires ou si le peuple suisse

accepte d'être dépossédé de ses prérogatives ? De décider si la population aura à l'avenir plus ou moins le droit de participer aux décisions. La seule façon de stopper cette nuisible évolution est que le Conseil fédéral réponde lui-même directement de ses actes. Si les conseillers fédéraux sont à l'avenir élus directement par le peuple, ils réfléchiront à deux fois avant de décider que priver les citoyens de leurs pouvoirs est la voie à suivre.

### L'UDC gagne !

Tant dans le canton du Valais que dans celui de Soleure, l'UDC est ressortie victorieuse des élections du parlement cantonal, début mai. En Valais, elle a remporté 9 sièges supplémentaires et compte un siège de plus à Soleure. Notre parti était le seul, parmi tous les grands partis, à avoir gagné et non perdu des sièges. Les pertes du PDC, principalement, mais aussi du PLR et du PS sont constantes et de plus en plus rudes. En Valais, le PDC n'a plus la majorité absolue au Parlement qu'il détenait depuis des décennies. Il devra apprendre à partager le pouvoir.

### Oskar Freysinger élu conseiller d'État !

Le travail de croissance minutieux dans le canton du Valais a porté ses fruits. Oskar Freysinger a été élu au Conseil d'État avec le meilleur score parmi tous les candidats. L'UDC est ainsi représentée à l'exécutif cantonal pour la première fois de son histoire. Nous félicitons chaleureusement notre vice-président de son magnifique résultat et lui souhaitons plein succès et beaucoup de plaisir dans sa nouvelle tâche.

Toni Brunner, conseiller national, président de l'UDC Suisse



# Indispensable et pourtant contestée

C'est ainsi qu'on pourrait qualifier la révision de la loi sur l'asile qui sera soumise au peuple le 9 juin prochain suite au référendum de la gauche, décidément imperméable aux problèmes auxquels notre population doit faire face au quotidien.

Lorsque le Parlement s'est penché sur la nouvelle révision de la loi sur l'asile, nous avons nourri quelque espoir de voir les partis du centre prendre enfin conscience de la gravité de la situation et ainsi soutenir les indispensables mesures visant à corriger l'empirisme organisateur érigé en système par Simonetta Sommaruga. Nous avons hélas dû rapidement déchanter. Effrayés par leur propre audace, nombreux sont les parlementaires qui ont fortement édulcoré les propositions for-

déployée par de nombreux requérants dont notre protection ne constitue pas la motivation première. Il est en effet question de créer des centres spéciaux permettant de mettre hors d'état de nuire ces délinquants qui prennent notre pays pour un supermarché où chacun se sert selon son bon plaisir. Compte tenu du fait que trop souvent nous ne sommes pas en mesure de renvoyer les individus concernés, la seule option consiste à réduire leur capacité de

sité d'agir, les choses allant pour le mieux dans le meilleur des mondes. La question des centres spéciaux sera néanmoins à n'en pas douter au centre du débat et on entend déjà les défenseurs du crime vagabond parler de camps de concentration à défaut de véritables arguments. Il conviendra toutefois de rester fermes sur ce point qui constitue la

**« Il est en effet question de créer des centres spéciaux permettant de mettre hors d'état de nuire ces délinquants qui prennent notre pays pour un supermarché »**

Yvan Perrin, conseiller national (NE)



**Plus de 50% des requérants d'asile sont des criminels. L'UDC exige des mesures fortes pour lutter contre les faux réfugiés.**

mulées par l'UDC, seules à même de remettre un peu d'ordre dans le chaos qu'est devenu l'asile.

Fort heureusement, même si bon nombre de mesures sont passées à la trappe, il subsiste néanmoins un élément absolument indispensable pour calmer l'énergie criminelle

nuisance en les privant de liberté. On fait ainsi d'une pierre deux coups, d'une part on protège la société des agissements de ces délinquants, de l'autre on fait savoir à celles et ceux qu'une carrière de criminels tenterait qu'ils ne bénéficieront plus de la coupable mansuétude dont les autorités font preuve depuis trop longtemps.

Autre élément non négligeable, les demandes d'asile déposées dans nos ambassades ne seront plus prises en compte. La Suisse était en effet le seul pays européen à offrir pareille opportunité, curiosité qui devait être corrigée.

Il va de soi que l'entier de la révision sera contestée par la gauche qui ne voit bien sûr aucune néces-

seule solution pour rétablir un semblant de sécurité dans nos rues. Les personnes dont nous parlons ont bien compris les subtilités de notre système judiciaire dont ils exploitent les failles, sachant que la peur du gendarme ne constitue plus le début de la sagesse mais un sujet de plaisanterie. Cela suffit. Le temps des expériences hasardeuses les yeux dans l'azur est révolu. Nous devons nous engager avec énergie et conviction dans le cadre de cette campagne afin de remporter une victoire éclatante permettant à notre population de faire savoir au monde politique que l'incurie ambiante n'a que trop duré.



par Yvan Perrin, conseiller national, La Côte-aux-Fées (NE)

# 4 Danger sur les droits populaires

## Citation

« L'UDC se bat contre le coup d'Etat de la classe politique »

## Zoom

Le Conseil fédéral veut proposer un « avertissement » sur les feuilles de signatures d'initiatives populaires.



## Que veut faire le Conseil fédéral ?

L'UDC est choquée que le Conseil fédéral prévoit de restreindre radicalement les droits populaires. Les projets en question ont été envoyés en consultation mi-mars. Tant l'examen matériel préalable des initiatives populaires, avec « avertissement » sur le formulaire d'initiative, que le durcissement des conditions de validité en référence aux « obligations de droit international de la Suisse » constituent une atteinte inacceptable aux droits populaires et à la démocratie directe. La classe politique, les fonctionnaires et les juges pourraient régner sans partage. Le Conseil fédéral ouvre ainsi grand la porte à l'arbitraire politique. Le Parlement pourrait déclarer nulle toute initiative qu'il ne trouverait pas à son goût, presque à son bon vouloir, en se fondant sur des notions floues. Un tel procédé constituerait une attaque frontale contre les droits populaires et priverait les citoyens de tout pouvoir.

## Pression sur les droits populaires

Dans les années 90, nos droits populaires ont été ouvertement remis en question, surtout dans les débats relatifs à l'adhésion à l'EEE. Aujourd'hui, ils sont éliminés « en douce ». Les efforts en vue de restreindre la démocratie directe se déploient à présent surtout de manière dissimulée, à travers des projets de l'administration fédérale et des décisions du Tribunal fédéral – une évolution fort inquiétante.

En février de cette année, le Tribunal fédéral a publié un jugement concernant le renvoi d'un dealer criminel. Dans cet arrêt, il a défendu le point de vue selon lequel un ressortissant macédonien condamné à une peine privative de liberté d'un an et demi ne pouvait être renvoyé dans son pays d'origine. L'autorité compétente en matière de migrations du canton de Thurgovie avait prononcé le renvoi suite à la condamnation de l'individu pour différents délits liés

tive de liberté de deux ans pour trafic de stupéfiants : le délinquant ayant une femme et un enfant en Suisse, un renvoi ne serait pas raisonnable.

### Prise d'influence sur le Parlement

Le texte constitutionnel adopté par le peuple et les cantons en novembre 2010 dans le cadre de l'initiative sur le renvoi doit être retranscrit dans une loi fédérale. Ce processus politique est actuellement en cours. Et voilà que, par cet arrêt, les juges fédéraux s'immiscent

*« Le texte constitutionnel adopté par le peuple et les cantons en novembre 2010 dans le cadre de l'initiative sur le renvoi doit être retranscrit dans une loi fédérale. Ce processus politique est actuellement en cours. Et voilà que, par cet arrêt, les juges fédéraux s'immiscent lourdement dans le processus législatif ! »*

*Luzi Stamm, conseiller national (AG)*

lourdement dans le processus législatif ! Le Tribunal fédéral fait savoir que, de manière générale, il ne se considère lié ni par la Constitution fédérale ni par la loi à venir, pour peu qu'une norme

de droit internationale soit violée.

à la drogue (participation à la revente prévue de près d'un kilo d'héroïne, une quantité énorme ; dans sa « jurisprudence ancienne », le Tribunal fédéral appliquait la règle générale selon laquelle le commerce de 12 grammes d'héroïne était sanctionné par un an de privation de liberté). Le Macédonien a fait recours, alléguant que le renvoi serait disproportionné en raison de sa bonne intégration en Suisse. Le Tribunal fédéral lui a donné gain de cause, en se fondant sur la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH). Notre Tribunal fédéral a également suivi le même raisonnement dans le cas récent d'un Afghan condamné à une peine priva-

Le respect du principe « les règles impératives du droit international public prévalent sur l'ordre juridique interne » est et a toujours été une évidence dans notre pays : les interdictions du génocide, de la torture, de l'esclavage, etc. vont (aussi) de soi chez nous. Or le Tribunal fédéral entend désormais placer l'ensemble du droit international public au-dessus du droit suisse, de sorte que le droit international et les traités internationaux auraient la priorité sur nos lois fédérales et sur les décisions du peuple. La Suisse devrait ainsi se soumettre à toute évolution du droit international, ce qui serait un change-



ment fondamental par rapport au rôle actuellement donné à la Constitution.

## **Le Conseil fédéral veut amputer les droits populaires**

Deux projets soumis à consultation mi-mai par le Conseil fédéral empruntent la même voie. Le Conseil fédéral veut durcir les critères de validité des initiatives fédérales. En droit actuel, le Parlement déclare une initiative fédérale invalide lorsqu'elle viole des règles impératives du droit international public. Désormais, l'administration fédérale devrait effectuer un contrôle matériel, avant même la récolte de signatures. Dans l'éventualité où une initiative présenterait un conflit potentiel avec un traité international quelconque ou avec une norme de droit international public, même non impérative, un « avertissement » devra être apposé sur le formulaire d'initiative. L'objectif du Conseil fédéral est ici d'influer sur la récolte de signatures.

Parallèlement, les causes d'invalidité d'une initiative seront largement étendues. Le Parlement pourra déclarer nulles les initiatives qui « violent

**« Le Conseil fédéral ouvre ainsi grand la porte à l'arbitraire politique. Le Parlement se voit conférer la compétence de déclarer des initiatives invalides. »**

*Luzi Stamm, conseiller national (AG)*

l'essence des droits fondamentaux telle qu'elle est définie par la Constitution ». Le but, selon le Conseil fédéral, est d'améliorer « la compatibilité des initiatives populaires avec les obligations internationales de la Suisse les plus importantes ». Le contenu précis de cette « essence des droits fondamentaux » est indéterminé. Ainsi, le Conseil fédéral déclare déjà, très satisfait, dans son rapport explicatif pour la procédure de consultation, que les autorités chargées de l'application disposeront d'une « certaine marge de manœuvre pour définir le noyau dur de chaque droit fondamental ».



***La Landsgemeinde d'Appenzell. Si on suit le Conseil fédéral, les droits fondamentaux des Suisses et des Suissesses appartiendront bientôt au passé.***

En bref : le Conseil fédéral ouvre ainsi grand la porte à l'arbitraire politique. Le Parlement se voit conférer la compétence de déclarer des initiatives invalides selon son bon vouloir, ou presque, sur la base de notions opaques. Un tel procédé représenterait une attaque frontale contre les

droits populaires et un démantèlement sans précédent de notre démocratie directe.

## **Renforcer les fonctionnaires et les juges n'est pas la solution**

Enfin, cette évolution entraîne non seulement une restriction des droits fondamentaux, mais prive aussi la Suisse de la possibilité de développer elle-même son droit interne. Le droit international, bien entendu créé sans la participation du législateur et des citoyens suisses, serait contraignant pour la Suisse, alors que le droit national deviendrait un droit de seconde

classe, ne pouvant être développé que dans une mesure limitée et concernant de moins en moins de domaines. Cela renforcerait en particulier les fonctionnaires et les juges ainsi que les comités de juristes et d'experts, qui œuvrent minutieusement à l'application du droit international. La souveraineté de la Suisse, de même que les intérêts de ses citoyennes et citoyens, s'en trouveraient en revanche fortement affaiblis.

Cette tendance doit être fermement combattue. La direction de parti de l'UDC a donc formé un groupe de travail qui élaborera des options et des projets afin de préserver et de renforcer les droits populaires et la démocratie directe.



*par Luzi Stamm,  
conseiller national,  
vice-président UDC  
Suisse, Baden (AG)*

# En finir avec la mendicité, impossible sans une interdiction !

**Suite au refus du Grand Conseil vaudois d'interdire la mendicité, l'UDC lance une initiative interdisant cette pratique dans le Canton de Vaud !**

Depuis 2007, de nombreuses interventions politiques provenant exclusivement de l'UDC annonçaient l'effet domino de la mendicité, chassée de Lyon en France voisine sur Genève, avant d'arriver dans le Canton de Vaud ! Les craintes exprimées alors par l'UDC se sont avérées hélas fondées !

Aujourd'hui la mendicité est en priorité un problème sanitaire et humain avec l'exploitation économique abusive reconnue de personnes fragiles, de

communal n'est pas satisfaisante.

A l'exemple de communes qui interdisent la pratique de la mendicité, s'oppose la réglementation, donc l'autorisation de mendier en Ville de Lausanne ! Aujourd'hui l'effet domino souffle sur les grandes localités vaudoises et leurs autorités s'interrogent sur la manière appropriée de mettre un terme à la pratique de la mendicité sur leur territoire ! Cette situation est démonstrative du besoin réel de régler cette situation au niveau du Canton de Vaud.

### **Pourquoi l'UDC Vaud veut interdire la mendicité ?**

Notre parti lutte contre l'exploitation de personnes fragilisées, obligées de mendier à même nos rues pour le compte de réseaux. Une telle pratique n'est plus tolérable dans notre pays. Pour l'UDC les larges prestations sociales ainsi que les structures d'accueil de santé publique performantes permettent d'offrir un soutien de base à nos pauvres, soit aux citoyens dans le besoin qui habitent légalement notre Canton.

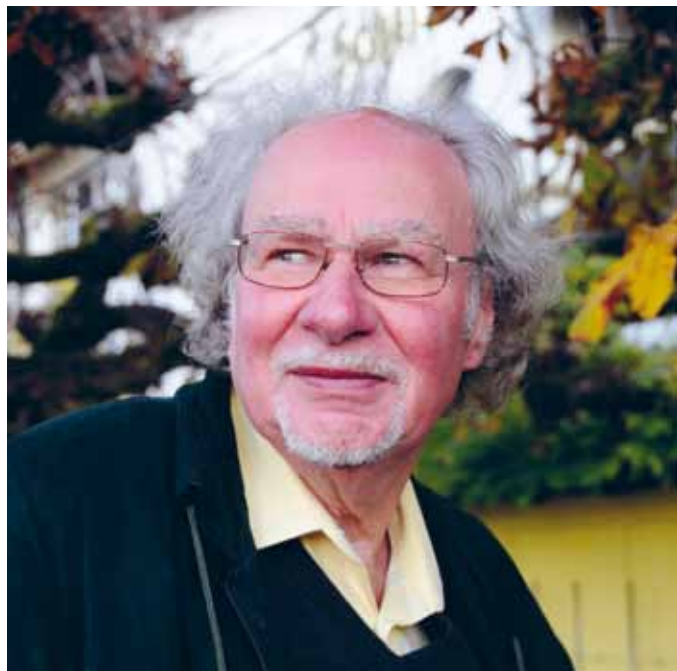
de l'aide au développement accordée par nos institutions aux pays dans le besoin.

Vous l'aurez compris, en interdisant la mendicité, l'UDC veut en finir avec l'exploitation de personnes fragiles, mettre un terme à l'utilisation abusive de nos structures d'accueil et au recours à des prestations sociales indues. Notre parti est convaincu qu'il est plus humain d'interdire l'exploitation de personnes que d'autoriser une pratique de la mendicité qui ne peut conduire qu'à des abus et une souffrance inutile pour les personnes ainsi exploitées.

### **Une initiative législative est le seul chemin pour lutter contre la mendicité !**

Constatant que tous les autres partis politiques actifs au sein du Grand Conseil refusent toute interdiction de la mendicité, l'UDC Vaud choisit de lancer l'initiative législative "Interdisons la mendicité et l'exploitation de personnes à des fins de mendicité sur le territoire vaudois".

Même si certains groupes d'intérêt veulent passer sous silence les conséquences d'une acceptation de la pratique de la mendicité dans nos rues, cette pratique n'est plus un phénomène marginal ! Elle a un impact direct sur notre qualité de vie et elle augmente l'insécurité dans notre Canton. Soutenez l'initiative de l'UDC Vaud !



*Le député de Lausanne François Brélaz a été l'auteur de la motion refusée in extremis par le Grand Conseil vaudois.*

personnes handicapées ou d'enfants. Partant de ce triste constat, l'UDC pose comme première pierre dans la lutte contre la mendicité, une interdiction de mendier sur tout le territoire cantonal. Depuis l'arrivée de la mendicité organisée dans les rues de nombreuses villes vaudoises, la prise en charge de ce problème à l'échelon

Aujourd'hui, la libre circulation des personnes et la mobilité facilitée permettent d'accéder dans notre pays sans se préoccuper d'une quelconque frontière ou de coûts dissuasifs. Notre tissu social, en particulier les centres d'accueil, utilisés par des mendiants étrangers n'est pas le prolongement

[www.villes-sans-mendicité.ch](http://www.villes-sans-mendicité.ch)



*par Claude-Alain Voiblet, député, vice-président UDC Suisse, Lausanne (VD)*



## Pages spéciales vaudoises

Initiative législative: «Interdisons la mendicité et l'exploitation de personnes à des fins de mendicité sur le territoire vaudois»

LIBERTÉ  
ET  
PATRIE

# Initiative pour interdire la mendicité



Signez de la main gauche ou de la main droite, peu importe...

Commandez des feuilles de signatures au

**021 806 32 90**

ou téléchargez des feuilles de signatures sur Internet.

[www.villes-sans-mendicité.ch](http://www.villes-sans-mendicité.ch)



# Stop aux magouilles

Le 9 juin prochain, l'initiative populaire « Election du Conseil fédéral par le peuple » sera soumise à votation. Aujourd'hui, dans tous les cantons et dans toutes les communes, l'exécutif, c.-à-d. le gouvernement, est élu par le peuple. Ce n'est qu'au niveau fédéral que les citoyens n'ont pas encore leur mot à dire. Le Conseil fédéral est actuellement élu directement par l'Assemblée fédérale, donc par le Conseil national et le Conseil des États. Cet organe élit généralement une personne issue de ses rangs au gouvernement national. Les magouilles sont la règle. Le peuple n'a rien à dire. Il faut changer cela. Le Conseil fédéral est avant tout obligé envers le peuple et doit donc aussi être élu par celui-ci.

## De quoi s'agit-il ?



Les citoyens ont enfin leur mot à dire concernant l'élection du Conseil fédéral.

L'initiative populaire pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple étend les droits populaires. Tous les citoyens pourraient élire directement le gouvernement fédéral en déposant leur bulletin dans l'urne. Cela renforce la démocratie.

- L'élection de l'exécutif et du parlement par le peuple a fait ses preuves dans les cantons et les communes. L'élection est transparente et permet un meilleur contrôle du pouvoir.
- Cela empêcherait les arrangements occultes et les magouilles précédant les élections du Conseil fédéral.
- L'élection du Conseil fédéral par le peuple aurait lieu tous les quatre ans, simultanément à l'élection du Conseil national. Il ne serait ainsi pas nécessaire d'organiser d'onéreuses campagnes supplémentaires pour l'élection du Conseil fédéral.

En étant élu par le peuple, les conseillers fédéraux répondraient directement de leur action politique vis-à-vis des citoyens. Le Conseil fédéral ne pourrait plus se permettre d'ignorer le résultat de certaines votations, ni ne pas appliquer des initiatives.

Judith Uebersax, vice-présidente de l'UDC Suisse, Sattel (SZ)

**Canton de Berne : 1 siège au gouvernement est garanti à un Romand.**



**Le Conseil-exécutif du canton de Berne est composé de 7 membres.**

Dans le canton de Berne, 1 siège au Conseil-exécutif pour la minorité romande du Jura bernois est garanti. Ce modèle est repris par l'initiative populaire « Election du Conseil fédéral par le peuple ». Si un candidat du Jura bernois atteint la majorité absolue, mais ne figure pas parmi les sept premiers, la septième personne élue doit céder sa place au candidat du Jura bernois ayant obtenu le plus de voix.

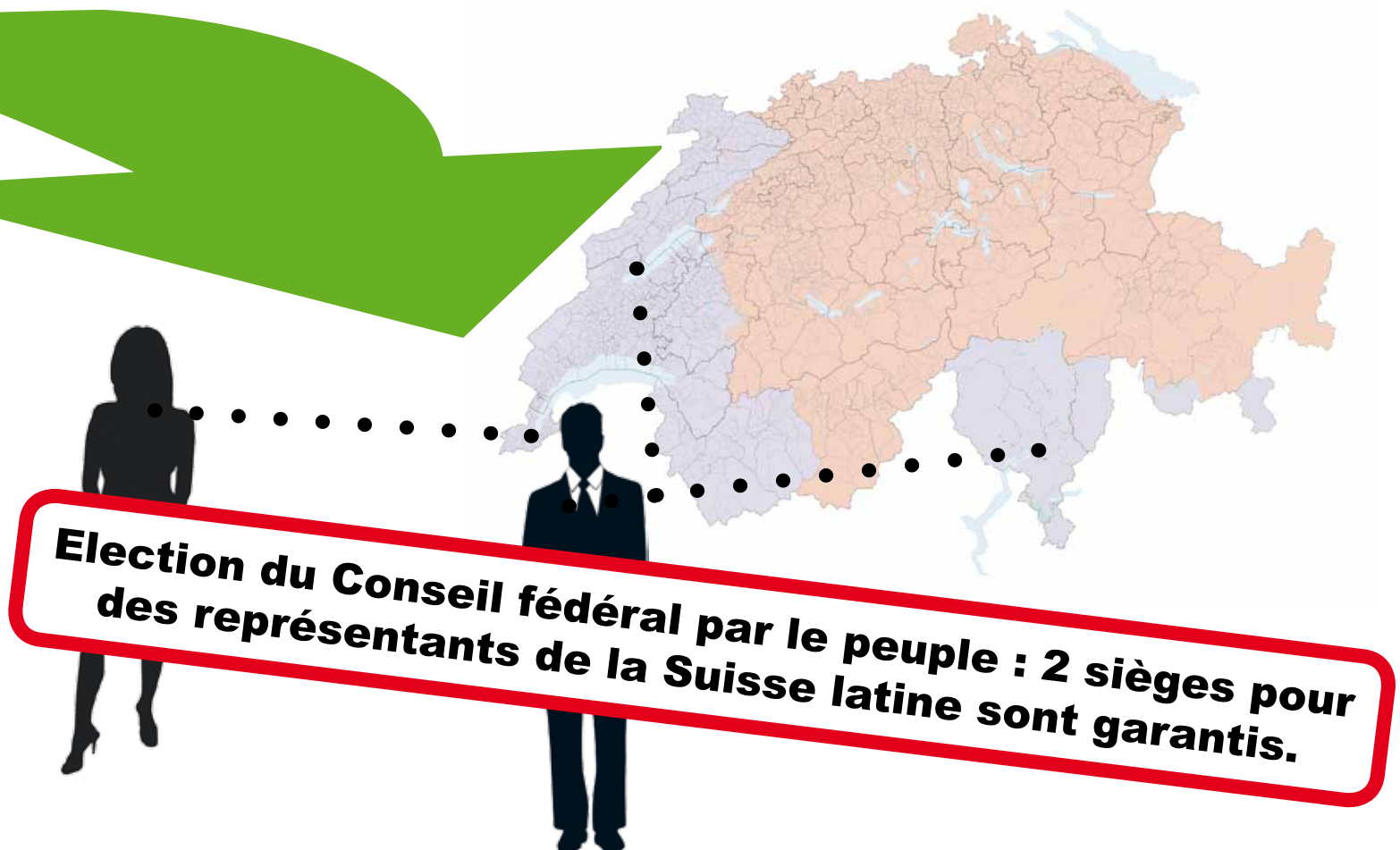


# Election du Conseil fédéral par le peuple

## Deux sièges garantis aux minorités linguistiques

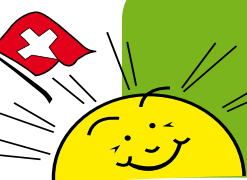
L'initiative pour l'élection du Conseil fédéral par le peuple garantit une représentation adéquate des minorités linguistiques au Conseil fédéral : au moins deux représentants de la Suisse francophone ou italophone doivent siéger au gouvernement national. L'élection du Conseil fédéral par le peuple protège même mieux les minorités linguistiques que ce n'est le cas aujourd'hui.

**Il n'existe actuellement aucune règle en ce sens.**



**Election du Conseil fédéral par le peuple : 2 sièges pour des représentants de la Suisse latine sont garantis.**

L'initiative populaire « Election du Conseil fédéral par le peuple » pose les bases du système électoral, les dispositions détaillées devant être réglées dans le cadre de l'application. En garantissant deux sièges au Conseil fédéral à la Suisse latine, elle s'inspire du système du canton bilingue de Berne.



**[www.election-populaire.ch](http://www.election-populaire.ch)**

*Informations, texte de l'initiative, argumentaire, vidéos,...*

## L'UDC proche des gens

### Rencontrez votre représentant à Berne

Que se passe-t-il à Berne ? De quoi discute-t-on actuellement dans les coulisses du Palais fédéral ? Que font nos élus pour nous ? Afin de vous permettre de poser toutes vos questions, les parlementaires UDC ont le devoir d'organiser des rencontres ouvertes à tous dans votre canton. Vous êtes toutes et tous cordialement invités. Ci-dessous, la liste des parlementaires romands et des sections cantonales qui ont organisé ou qui vont organiser une telle rencontre.



#### Canton de Vaud



Conseiller national  
André Bugnon (VD)

26 mars 2013, 20h00

Salle communale de Beausobre, Morges (VD)

---



#### Canton de Fribourg



Conseiller national  
Jean-François Rime (FR)

4 avril 2013, 19h30

Hotel Hochmatt, Jaun (FR)

---

## Toutes les rencontres en ligne !



Notre liste des prochaines rencontres est régulièrement mise à jour sur notre site Internet, avant et pendant les sessions parlementaires.

**[www.udc.ch](http://www.udc.ch) > Rencontrez les parlementaires UDC**

 = Rencontre déjà passée lors du délai de rédaction.



# L'UDC remporte les élections cantonales

Lors des élections cantonales valaisannes et soleuroises du 3 mars 2012, l'UDC a remporté des parts électorales supplémentaires ainsi que gagné de nouveaux sièges. Les élections au Conseil d'Etat à Soleure, Bâle-Campagne et Appenzel Rhodes-Extérieures ont été perdues, comme attendu. En Valais, Oskar Freysinger a créé la surprise en remportant le second tour de l'élection au Conseil d'Etat.

En Valais, l'UDC a fêté une belle victoire et a pu augmenter sa part électorale de 5.7%, **ce qui signifie le gain de neuf sièges au Grand Conseil**. L'UDC dépasse ainsi le PS et détient désormais 21 sièges alors que le PS n'en a plus que 14 (-3). Le PDC a également perdu du terrain et ne perd pas seulement 7 sièges mais également sa majorité absolue que ce parti détenait depuis 150 ans au Grand Conseil.

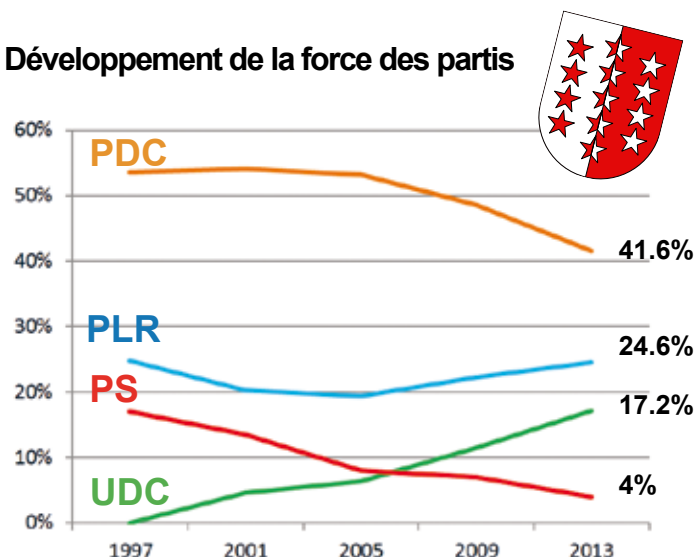
## Feu d'artifice de l'UDC Valais

Mais la plus grande surprise est certainement l'élection d'Oskar Freysinger au Conseil d'Etat. Avec plus de 56'000 suffrages, il a déjà atteint la meilleure place du 1<sup>er</sup> tour et a été élu également à la première place lors du 2<sup>e</sup> tour. Pour la première fois, l'UDC entre au Conseil d'Etat valaisan et le PLR en est sorti après 76 ans de présence.



*Oskar Freysinger a fondé l'UDC en 1999 et en a été le président jusqu'en 2003, date à laquelle il a été élu au Conseil national. En 2008, il reprend la présidence de l'UDC du Valais romand et il est élu le 5 mai 2012 à la vice-présidence de l'UDC Suisse. Le 17 mars 2013, il est élu au Conseil d'Etat.*

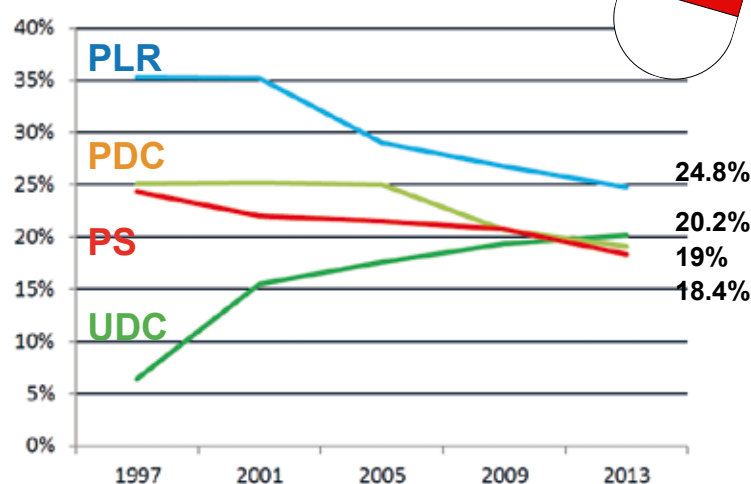
## Développement de la force des partis



Lors des élections cantonales soleuroises, l'UDC a remporté un siège supplémentaire et détient désormais 19 mandats au Grand Conseil. L'UDC est le seul grand parti soleurois qui a gagné des parts électorales alors que le PLR, le PDC ainsi que le PS ont perdu des parts électorales et des mandats. Désormais, l'UDC est la seconde force politique soleuroise en ayant franchi la barre symbolique des 20% de parts électorales.

Le résultat des élections au gouvernement est par contre plus décevant. Le candidat UDC Albert Studer a atteint la 7<sup>e</sup> place. Un second tour est organisé car seuls deux candidats ont atteint la majorité absolue. Toutefois, l'UDC ne représente pas de candidats au 2<sup>e</sup> tour.

## Développement de la force des partis



## Echecs attendus aux élections gouvernementales à Bâle-Campagne et Appenzel Rhodes-Extérieures

Après le 1<sup>er</sup> tour, les candidats de l'UDC Thomas Weber et du PS Eric Nussbaumer se livrent un duel acharné et se trouvent dans un mouchoir de poche. La décision est complètement ouverte pour le 2<sup>e</sup> tour.

La candidate UDC Ingeborg Schmid a atteint la seconde place de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat. Un 2<sup>e</sup> tour est organisé pour lequel Ingeborg Schmid se présente à nouveau.



La session de printemps 2013 s'est tenue du 4 au 22 mars 2013. Tous les résultats n'étant malheureusement pas connus au bouclage du numéro, nous ne pouvons présenter ici qu'un extrait momentané.

Une fois de plus hélas, la liste des objets en lien avec lesquels nous avons lutté seuls pour défendre les intérêts de la Suisse était plus longue que ceux pour lesquels nous avons été soutenus par les partis du centre. Néanmoins, nous avons réussi, sur quelques questions importantes, à obtenir une majorité et à imposer nos exigences.

## Ce que l'UDC a obtenu !

### Premier rayon de lumière au Conseil des États

La Chambre haute a enfin fait un pas vers plus de transparence, en introduisant le vote électronique. À travers la modification de son règlement proposée par This Jenny (UDC/GL), le Conseil a souhaité mettre un terme à la controverse sur les erreurs dans le comptage des votes. Cependant, tous les résultats des votes du Conseil des États ne seront pas publiés. Les publications n'incluront pas les votes relatifs aux différents articles mais uniquement les votes globaux et finaux. La date d'entrée en vigueur de cette réforme sera fixée par le Bureau du Conseil des États.

### Net rejet de l'initiative Cleantech !

Grâce à l'aide de l'UDC, l'initiative Cleantech a essuyé un net rejet au Conseil national, par 112 voix contre 68. Ce projet nuisible à l'économie avait pour but de faire passer, via de nouvelles taxes, subventions, prescriptions et contraintes, la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique globale à 50% jusqu'en 2030. L'UDC a également opposé une ferme résistance au contreprojet indirect prévu, qui visait à contrer l'initiative à travers un triplement de la RPC. Malgré l'opposition de notre fraction, celui-ci a été accepté par l'« Alliance anti-nucléaire ».

### Non à neuf conseillers fédéraux

La réforme du gouvernement, sur laquelle le Parlement planchait depuis plus de dix ans, a finalement été enterrée par le Conseil des États. Après avoir écarté la première partie du projet au cours de la session d'hiver 2012, il a maintenant aussi rejeté le projet séparé relatif au prolongement de la présidence de la Confédération à deux ans, conformément à la volonté de l'UDC. Finalement, il a aussi clos le dernier chapitre de la réforme du gouvernement fédéral, en rejetant une initiative cantonale tessinoise qui demandait un élargissement du Conseil fédéral à neuf membres. Tout ce qui reste du projet de réforme lancé en 2001, ce sont donc quatre à six Secrétaires d'État supplémentaires.







## **Ce dont nous pouvons remercier le centre-gauche :**

### **La vignette augmente à 100.-, encore un rançonnement des automobilistes !**

Après plusieurs tours de votation, les partis du centre ont enfin réussi à traire une fois de plus les automobilistes : conformément à la volonté de cette coalition antiéconomique, la vignette autoroutière devrait passer de 40 francs à 100 francs. C'est deux fois et demie de plus ! Au cours des délibérations l'UDC s'était opposée en vain à cette scandaleuse proposition, d'autant plus que les automobilistes couvrent aujourd'hui déjà l'intégralité de leurs coûts. Avant d'introduire de nouvelles taxes ou d'augmenter les taxes existantes liées à la circulation routière, il faudrait enfin mettre un terme aux détournements des fonds de l'usage auquel ils sont destinés. Il est inacceptable que la circulation routière ne profite que d'un tiers à peine des recettes qu'elle génère, le reste servant à alimenter les transports publics et la caisse fédérale. Ce scandaleux pillage au détriment du simple citoyen doit être fermement combattu.

### **Le projet swissness devient un boulet au pied de la place industrielle**

Le projet swissness, en passe d'être bouclé, rate largement sa cible. L'idée de base, louable, de protéger la marque « Suisse » et la croix suisse risque fort d'entraîner un affaiblissement de la Suisse en tant que site de production. Selon la volonté du Parlement, de nombreux produits fabriqués en Suisse ne devraient plus pouvoir être vendus comme « swiss made ». Les denrées alimentaires ne seraient considérées comme suisses que si au moins 80% du poids des matières premières provient du pays. Le Conseil national a accepté cette solution proposée par le Conseil des États, contre l'avis de l'UDC, par 107 voix contre 80 et 4 abstentions. À l'origine, il souhaitait des obstacles inférieurs pour les aliments fortement transformés. Les Chambres ne se sont pas encore mises d'accord sur les critères du « swiss made » pour les produits industriels. Le Conseil national se cramponne ici à sa solution stricte : 60% des frais de production doivent avoir été générés en Suisse. Le Conseil des États souhaite un seuil inférieur.

### **Révision de l'AI : le Conseil fédéral et les partis du centre-gauche rompent leur promesse**

Durant la session de printemps 2013, le Conseil des États a subdivisé le projet de deuxième paquet de mesures de la 6<sup>e</sup> révision de l'AI, contre la volonté de l'UDC, et pratiquement mis au placard toutes les mesures essentielles d'assainissement. Du paquet d'assainissement initial de 700 millions de francs promis au peuple en contrepartie de l'augmentation de la TVA, il ne reste, selon les versions, qu'entre 120 millions (Conseil des États) et 40 millions (Conseil national).



# 14 Shop UDC

## Découvrez le nouveau shop online de l'UDC



Découvrez le shop online de l'UDC Suisse. Plus de vingt articles estampillés du logo SVP UDC vous attendent.

- Vous cherchez des articles professionnels ? L'UDC vous propose un magnifique porte-document pour vos séances ainsi que des cravates élégantes, des montres, des stylos, des pin's et même des stick USB.
- Vous organisez un événement UDC dans votre commune ? Visitez maintenant notre shop online, vous y trouverez tous les articles nécessaires pour que la fête soit belle !

**Visitez maintenant notre shop online et passez directement commande en ligne !**

**ICI VOTRE ANNONCE DANS LES JOURNAUX DE L'UDC  
FRANC-PARLER ET SVP-KLARTEXT**

**Votre annonce pleine page lue par 10'000 lecteurs  
romands pour Fr 1'000.-**

Jusqu'à 15% de rabais possible. Plus de 70'000 lecteurs en Suisse allemande et Suisse romande. Plus d'informations en appelant le **031 300 58 58** ou par e-mail à **franc-parler@udc.ch**. Découvrez notre journal en ligne sur **www.udc.ch**

### IMPRESSUM

FRANC-PARLER | FRANC-PARLER est une publication de l'Union démocratique du centre UDC | Tirage: 5'000 | Éditeur et rédaction: Stiftung SVP-Parteizeitung, Secrétariat général | Case postale 8252 | 3001 Berne | Tél.: 031 300 58 58 | Fax: 031 300 58 59 | franc-parler@udc.ch | www.udc.ch | Rédaction: Kevin Grangier | Crédit images: UDC Suisse, Schweizer Bauer, Services du Parlement 3003 Berne, Peter Schaub, Dany Schär



## Succès du 13<sup>e</sup> tournoi de jass UDC

Plus de 350 personnes ont pris part à la 13<sup>e</sup> édition du traditionnel tournoi de jass UDC à Wattwil (SG). Ils ont pu y affronter aux cartes le président de la Confédération Ueli Maurer, le président de l'UDC Toni Brunner ainsi que les élus fédéraux Verena Herzog (TG), Markus Hausammann (TG), Hansjörg Knecht (AG), Felix Müri (LU), Hans Egloff (ZH), Hansruedi Wandfluh (BE), Thomas de Courten (BL) et Peter Föhn (SZ). Nous félicitons la gagnante Maria Bertschinger d'Ebnat-Kappel, qui a récolté 4464 points.



*Grosse participation pour la 13<sup>e</sup> édition du tournoi de jass UDC à Wattwil (SG). 350 amis des cartes de toute la Suisse s'y sont réunis.*



*Felix Müri, conseiller national et organisateur, remet le trophée à Maria Bertschinger, gagnante du tournoi de jass.*



*Toni Brunner, président de l'UDC, jette un œil au jeu du président de la Confédération Ueli Maurer.*



*Dans une salle comble, la bonne ambiance régnait et l'atmosphère était détendue.*



*Pleine concentration. En arrière-plan la table des prix.*



*... et match! Quelle ambiance !*

# UNIQUE: LA LEXUS CT200H TOUT HYBRIDE.



TESTEZ LA PLUS INTELLIGENTE BERLINE COMPACTE DE LUXE AU DESIGN  
DYNAMIQUE ET AUX IMPRESSIONNANTES QUALITÉS INTÉRIEURES:

**TECHNOLOGIE TOUT HYBRIDE ÉPROUVÉE** CAMÉRA DE REcul 4 MODES DE CONDUITE **CONSUMATION 4,1 l/100 km\*\*** CATÉGORIE DE RENDEMENT ÉNERGÉTIQUE A **ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> 94 g/km\*\*** **SUSPENSION SPORT** JANTES EN ALLIAGE LÉGER 17" 136 ch (100 kW) **PROJECTEURS LED** TEMPOMAT SIÈGES AVANT CHAUFFANTS **VOLANT SPORT MULTIFONCTION** BLUETOOTH® POUR LIAISON AUDIO/TÉLÉPHONE MOBILE **ACCOUDOIR AVANT CLIMATISATION AUTOMATIQUE 2 ZONES** SYSTÈME AUDIO PANASONIC® HAUT DE GAMME **ÉQUIPEMENTS DE SÉRIE TRÈS COMPLETS** CT 200h F SPORT DÈS FR. 45 900.-\* CT 200h IMPRESSION DÈS FR. 37 300.\* **ESSAYEZ-LA VITE.**

lexus.ch

 / LexusSwitzerland



LEXUS  
HYBRID  
DRIVE

GARANTIE INTÉGRALE ET  
SERVICES GRATUITS DURANT  
100 000 KM  
OU 100 000 ANS,  
PREMIÈRE LIMITE ATTEINTE.



\* Conditions de leasing préférentiel et d'offre privilège FX: valables pour les contrats conclus d'ici au 30.04.2013 avec mise en circulation d'ici au 31.07.2013. Seulement chez les partenaires participants. Prix de base conseillé CT 200h F SPORT dès Fr. 50 900.-, 1,8 litre, 5 portes. Prix net CT 200h F SPORT dès Fr. 45 900.-, déduction faite de l'offre privilège FX (avantage de change, valable jusqu'à nouvel ordre) Fr. 5000.-. Mensualité de leasing dès Fr. 365.50, TVA incl. Acompte 25% du prix net. 48 mois, 10 000 km/an. Taux d'intérêt annuel eff.: 1,92%. Caution 5% du montant du financement. Valeur résiduelle suivant directives de Multilease AG. Casco complète obligatoire. Il est interdit d'accorder un crédit susceptible d'entraîner le surendettement du consommateur.

\*\* Consommation suivant directive CE 715/2007/CEE. Émissions moyennes de CO<sub>2</sub> de tous les modèles de véhicules immatriculés en Suisse: 153 g/km. Les mentions relatives à la consommation figurant dans nos documents de vente sont des données normalisées suivant la réglementation européenne en vigueur pour la comparaison des différents véhicules. Dans la pratique, elles peuvent varier parfois sensiblement en fonction du style de conduite, de la charge utile, de la topographie et des conditions météorologiques. Nous recommandons en outre le mode de conduite Eco-Drive respectueux de l'environnement.

LEXUS CENTER: BASEL EMIL FREY AG BERN-OSTERMUNDIGEN EMIL FREY AG CRISSIER EMIL FREY SA ERLNBACH-ZOLLIKON EMIL FREY AG GENÈVE  
EMIL FREY SA NORANCO-LUGANO EMIL FREY SA SAFENWIL EMIL FREY AG SCHLIEREN EMIL FREY AG ST. GALLEN EMIL FREY AG WETZIKON GRUSS  
EHLER AG ZÜRICH NORD EMIL FREY AG